

Communication de Mme Connie Freeman

Directrice régionale pour l'Afrique orientale et australe,
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Conférence nationale de la recherche sur les politiques 2002

Ottawa (Ontario), 24 octobre 2002

Merci, monsieur le Président. Vous me permettrez tout d'abord d'adresser mes remerciements aux responsables du Projet de recherche sur les politiques. C'est pour moi un honneur et un plaisir de me joindre à vous aujourd'hui—car je suis persuadée que l'avenir de l'Afrique et celui du Canada n'ont jamais été aussi liés.

Il n'est pas d'occasion plus propice pour les Canadiens d'aborder le sujet de l'Afrique. Cette année, comme vous le savez tous, le Premier ministre Chrétien a engagé le Canada dans une coopération de grande ampleur en faveur du développement africain. En assurant la présidence à Kananaskis, le Premier ministre a négocié avec succès le « Plan d'action pour l'Afrique » du G8, une preuve éclatante de la volonté des gouvernements les plus riches de la planète d'aider les pays en développement. Et en sa qualité de chef du gouvernement canadien, M. Chrétien a annoncé un train imposant de mesures stratégiques qui associeront divers organismes canadiens—allant de l'ACDI, du CRDI et du MAECI aux ministères de la Santé, de l'Agriculture, de l'Industrie, de la Défense nationale et des Finances. L'engagement pris par le Premier ministre suite à la proposition du Nepad a une portée considérable. S'il concerne l'aide et les échanges commerciaux, il est lié plus fondamentalement encore aux façons dont les Africains envisagent de se gouverner eux-mêmes—et de décider de leur avenir.

J'aborderai donc le thème de cette conférence en tentant de répondre à deux questions : quels risques implique cette initiative ambitieuse? Quelles sont ses chances de succès?

Je dirai quelques mots tout d'abord sur les éléments clés du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique – le Nepad --adopté l'année dernière par les dirigeants africains et entériné par le G8 en juin 2002. J'avancerai ensuite quelques observations sur deux des sous-thèmes de cette conférence : gouvernance et pouvoir de transformation de la science et de la technologie.

Premier constat : le Nepad constitue une déclaration audacieuse et sans précédent de la responsabilité africaine face à l'avenir de ce continent. Cette affirmation du leadership africain indique un changement de discours radical qui permet de laisser de côté les justifications et les blâmes habituels. Aujourd'hui, les Africains assument de plus en plus la maîtrise de leur propre destinée, en reconnaissant finalement que personne d'autre ne construira leur avenir à leur place.

Soyons clairs : les Africains ont réellement souffert de l'impérialisme, de l'esclavage, du colonialisme et de l'exploitation engendrée par les relents de la guerre froide. Ils ont eu à subir également les effets de la condescendance libérale—de cette présomption affichée par de riches étrangers, sûrs d'eux-mêmes et de la supériorité de leur savoir. À une époque, on qualifiait cette attitude de « culture de la suprématie ». Mais les Africains ont également souffert des blessures infligées par l'irresponsabilité de leur propre gouvernance ayant caractérisé les comportements de leurs dirigeants, bien que l'Afrique en soit restée, plus souvent qu'autrement, à la politique du blâme d'autrui.

Le Nepad vient infléchir cette dynamique. Il fait valoir l'obligation des Africains de définir les voies de

leur propre développement. Il reconnaît explicitement le cumul d'une « carence de leadership alliée à la corruption et à la mauvaise gouvernance dans beaucoup de pays ». Il précise enfin les réformes concrètes qui s'imposent. Cette déclaration de la responsabilité et du leadership africains représentent un progrès décisif.

Deux autres éléments méritent l'attention de pays partenaires comme le Canada. Le premier concerne la clause du Nepad prévoyant un examen de la performance de gouvernements africains et de leurs dirigeants par leurs collègues d'autres pays d'Afrique—ce qui implique d'accepter que cette performance puisse être soumise de façon appropriée à l'évaluation et à la critique d'autres gouvernements africains. L'examen par les pairs témoigne d'une évolution normative majeure sur un continent où la non-intervention et les droits de la souveraineté ont été défendus avec zèle. Il signifie aussi que les gouvernements africains se responsabiliseront face au respect et à l'application de normes rigoureuses de gouvernance démocratique.

J'aimerais signaler l'importance d'un troisième élément : l'accent que met le Nepad sur la mobilisation des ressources de l'Afrique. Un élément qui renforce le discours sur l'autonomie. Il est vrai que le Nepad prône une aide extérieure plus importante. Le document est en soi un témoignage de la nécessité d'un partenariat authentique avec des pays donateurs en commençant par ceux du G8. Mais le Nepad met également l'accent sur la réduction de la dette, la promotion de l'investissement privé (aussi bien africain qu'étranger) et la promesse d'une libéralisation des échanges touchant les exportations des produits africains. Plus important encore, il considère les ressources africaines comme une source majeure du capital de développement.

Cet élément du Nepad revêt une grande importance car il tient compte de la réalité de la vie économique africaine trop souvent négligée—à savoir l'immensité et la diversité d'un continent qui recèle d'immenses richesses tout en étant affligé d'une pauvreté endémique. À vrai dire, plus de la moitié de l'économie africaine n'est pas comptabilisée et donc, littéralement, n'a jamais été mesurée. Pratiquement toutes les statistiques économiques dont nous disposons sur l'Afrique subsaharienne sont au mieux partielles et généralement peu fiables. La vérité est que les composantes les plus diffuses et les plus dynamiques de l'activité économique africaine se situent dans un cadre informel de troc et d'opérations non publiées. Quant au capital, la Banque mondiale estime que près de 40 pour cent des capitaux africains sont détenus par des Africains expatriés—contribuant plus au développement des pays du Nord que de ceux du Sud. Le rapatriement d'une fraction à peine de ces capitaux africains dépasserait la totalité des flux actuels de l'aide acheminée vers l'Afrique.

Il m'apparaît inutile d'énoncer les risques implicites que comporte cet état de choses. Il y a, premièrement, tous les risques inhérents à un affaïssement de la volonté politique. Un petit noyau de dirigeants africains étaient censés s'exprimer au nom d'un continent formé de 53 pays. Seront-ils capables de rallier l'opinion de leurs collègues? Il se peut également que les dirigeants africains se trouvent eux-mêmes dans l'incapacité de tenir leurs promesses—et qu'il leur soit impossible d'être à la hauteur des engagements assumés par le Nepad.

Sur ce point, je suis optimiste. Les jours des autocrates africains sont comptés. Les populations africaines réclament de vraies élections, un débat public plus libre et un gouvernement plus responsable et respectueux des lois. Mais la durabilité de la volonté politique demeure une question en suspens—partiellement à cause du fait que le Nepad a été adopté dans les pays africains sans presque aucune consultation populaire préalable ou débat parlementaire.

J'ai le sentiment que l'un des principaux risques menaçant le Nepad réside dans la capacité limitée de mettre en œuvre promptement et efficacement un programme de développement réel. Voici, pour les Canadiens et d'autres intervenants, l'occasion d'apporter des contributions durables au développement de l'Afrique, en aidant à consolider la capacité indigène au sein des gouvernements africains et en appuyant les activités du secteur privé. Les faiblesses de nombreux gouvernements et de leurs institutions régionales sont multiples : dans l'administration publique, les régimes juridiques et réglementaires, la prestation de soins et de services de santé essentiels, l'accès à l'éducation, les fondements des procédures aboutissant à

une gouvernance transparente. Quelles que soient les vertus d'un tel plan, tant et aussi longtemps que les programmes ne seront pas solidement ancrés dans la réalité africaine, la probabilité d'un changement de cap conduisant à des résultats moins que durables persiste. Le défi consiste à responsabiliser les Africains en les amenant à adapter l'expertise du Nord à leur propre réalité.

Le Projet de recherche sur les politiques a placé à juste titre la gouvernance parmi les sous-thèmes de cette conférence—conjointement avec la sécurité géopolitique et la transformation qu'entraînent les avancées de la science et de la technologie. Au sein de mon propre organisme, le CRDI, nous estimons que ces trois enjeux sont étroitement liés .

e gouvernance se doit d'être informée, d'où l'importance d'une recherche pertinente et actuelle. Mais la bonne gouvernance—et une recherche utile au développement —ne peuvent être que l'accomplissement d'un processus de collaboration participative.

Voici un exemple éloquent : l'affectation des ressources aux soins de santé est un défi pour tout pays, riche ou pauvre. En Tanzanie, le CRDI finance un projet qui améliore véritablement les soins de santé grâce aux acquis de la recherche appliquée. Le projet définit les besoins réels des pauvres et des populations des zones rurales en sondant les habitants eux-mêmes pour déterminer les causes les plus fréquentes de la mort et de la maladie, puis en modifiant les régimes de prestation des soins pour cibler ces priorités. Cette méthodologie amène des planificateurs, des praticiens et des chefs de famille à collaborer. Et elle influe déjà sur les politiques de la santé et les régimes de prestation qui sont administrés ainsi de façon plus efficace et efficiente. Dans un district rural, l'introduction de moustiquaires antipaludiques a fait baisser les taux de mortalité infantile de 28 pour cent entre 1999 et 2000—en ramenant à 72 la moyenne de 100 décès par 1 000 naissances. Les résultats ont été si manifestes que le magazine *The Economist* a consacré au projet un éditorial approuvateur ainsi qu'un compte rendu spécial dans son édition du 17 août 2002. Un projet qui démontre de manière instructive comment les connaissances peuvent être mises au service de meilleures politiques.

Ce même projet poursuivi en Afrique de l'Est démontre un autre aspect de la gouvernance moderne : la conception d'une politique et son application interviennent dans une dynamique caractérisée par la création de réseaux et de partenariats. Dans le projet de santé tanzanien, le CRDI établit en premier lieu une collaboration avec le gouvernement mais également avec l'ACDI, l'OMS, la Fondation des Nations Unies et beaucoup d'autres partenaires tanzaniens. Le maillage avec les partenaires est la caractéristique principale de la gouvernance à l'ère de la mondialisation. C'est aussi la seule voie permettant d'orienter la gouvernance grâce à l'échange des informations aptes à donner un sens, une équité et une pertinence à la participation. Voici une autre occasion pour le Canada et d'autres pays du Nord qui coopèrent avec les Africains de se concentrer sur le renforcement de la culture et des capacités de réseautage pour rendre ces liens plus équitables, solides et efficaces.

Je concluerai, tout comme j'ai commencé, en remerciant le Projet de recherche sur les politiques. Ayant longtemps étudié en Afrique (et demeurant moi-même à Nairobi), l'importance accordée à ce continent au cours de cette conférence m'est particulièrement chère. La conjoncture est particulièrement prometteuse pour les Canadiens qui contribuent à façonner le futur de l'Afrique—et à promouvoir ainsi la sécurité même du Canada, sa prospérité et ses valeurs démocratiques.

Merci.